



Le 16 novembre, à l'appel des organisations syndicales de salariés, d'étudiants et de lycéens CGT - FO - Solidaires - UNEF - UNL - FIDL, des dizaines de milliers de salariés mais aussi de privés d'emploi, retraités, jeunes ont manifesté sur tout le territoire pour affirmer qu'ils ne céderont pas sur leurs droits, face à une politique qui favorise les plus riches au détriment des plus pauvres. Ce gouvernement démantèle les droits des salariés du privé et casse le service public en le privant de ses ressources.

De ce point de vue, l'annonce du programme « action publique » 2022 est lourde de conséquences. Il y est clairement annoncé la recherche tous azimuts d'économies drastiques, d'externalisations, de privatisations, d'abandons pur et simple de missions ! Les collègues l'ont bien compris en se mobilisant massivement le 10 octobre, à hauteur de plus de 30 % de grévistes à la DGFIP, à l'appel de l'ensemble des syndicats représentatifs de la Fonction Publique.

Cette politique a une traduction concrète pour la DGFIP : 1600 nouvelles suppressions d'emplois, avec des conséquences dramatiques en termes de conditions de travail, de réalisation des missions, de relation avec les usagers...

De plus, le directeur général s'attaque à nos règles de gestion et veut soumettre à la volonté du directeur local nos affectations. La direction générale veut des agents malléables à merci au fil des suppressions d'emplois et des restructurations.

C'est tous ensemble que nous pourrons construire les mobilisations nécessaires pour faire changer les choses à la DGFIP, comme pour l'ensemble des salariés !

C'est pourquoi

La CGT ne siègera pas à la première convocation du CTR suppressions d'emplois le 23 novembre (-1600 emplois).

C'est pourquoi,

la CGT vous appelle à décider d'actions sous toutes les formes (interpellation du directeur, rassemblement, pétitions) partout ou c'est possible, y compris par la grève le 23 novembre, pour rappeler à nos directions que nous n'acceptons pas le démantèlement sciemment organisé de la DGFIP, la dégradation continue de nos conditions de travail !

Après le 23 novembre, la lutte continue. Ensemble, décidons des revendications à porter et des actions à mener, pour obtenir une DGFIP répondant aux besoins des agents et du service public !

Public: [Infos / actions](#)

[Mutations : Un recul complet et total de nos droits et garanties!](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
